



VOA

Un rebelle du M23 est assis sur une colline au-dessus de Bunagana.

“Pourquoi la solution de la crise à l’Est doit-elle venir de l’étranger?”

RDCongo Franck Diongo, qui a quitté l’Union sacrée, ne ménage pas Félix Tshisekedi.

Entretien Hubert Leclercq

Je suis candidat à la présidentielle de 2023. Un scrutin qui doit se tenir dans les délais impartis par la Constitution congolaise et qui doit être démocratique, transparent et inclusif.” Franck Diongo, de passage à Bruxelles sur la route de Genève, où il entend exposer le dossier de Jean-Marc Kabund-a-Kabund devant l’Union interparlementaire, ne cache ni ses ambitions ni ses critiques à l’égard du régime de Félix Tshisekedi.

Franck Diongo, président du Mouvement lumumbiste progressiste, est présent sur la scène politique congolaise depuis près de trente ans. Trois décennies pendant lesquelles il a longuement cheminé au côté d’Étienne Tshisekedi. “Et je peux vous dire que le fils s’est largement écarté de la ligne de combat qu’avait patiemment dessinée son père.” Aujourd’hui, après avoir été un fervent défenseur du fils, après avoir rejoint l’Union sacrée de la Nation, la majorité présidentielle bâtie par le nouveau pouvoir pour se débarrasser de la tutelle de Kabila, Diongo a annoncé le 20 juillet à Kinshasa qu’il

quittait cette mouvance et se désolidarisait, “à la demande du peuple, du régime au pouvoir”, tout en refusant d’“endosser la responsabilité du bilan négatif de ce régime”. “Car nous n’avons pas géré avec lui.” Et Franck Diongo, qui a connu les géolés congolaises sous le régime de Joseph Kabila, a annoncé qu’il allait combattre “farouchement Félix Tshisekedi et son pouvoir aux côtés du peuple souverain, par des voies démocratiques, afin d’obtenir le changement réel au pays tel que longtemps souhaité” par ce peuple et ses pères fondateurs.

Des moyens pour l’armée

Pour illustrer les failles du régime Tshisekedi, Diongo plonge dans la crise à l’Est. Pour lui, “il s’agit d’une crise majeure, géostratégique, géopolitique et diplomatique, qui ne peut être résolue par la seule voie militaire”, un constat qu’il partage avec nombre d’observateurs congolais et internationaux qui pointent tous les limites affichées par l’actuel pouvoir en République démocratique du Congo.

“Soyons clairs, le régime actuel ne croit pas en son armée. Il ne lui donne pas les moyens de mener ses combats pour l’indépendance, la souveraineté et l’unité de

notre pays. Il est inacceptable de nous cacher derrière la Monusco ou la force régionale en train d’être mise sur pied par les États d’Afrique de l’Est pour espérer le retour de la paix dans l’Est.”

Une force régionale et une entrée de la République démocratique du Congo dans la Communauté des États de l’Afrique de l’Est que refuse Franck Diongo. “Jusqu’ici, aucun président de la République n’avait accepté de rejoindre les rangs de l’East African community (EAC – qui comprend le Burundi, le Rwanda, l’Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Soudan du Sud et, depuis cette année, la RDC, NdlR). De Mobutu à Joseph Kabila, tous ont refusé de s’associer à cette organisation dont la plupart des membres sont ceux qui pillent notre pays.

Dans la théorie du chaos, vous ne pouvez pas compter sur les commanditaires de ce chaos pour résoudre la crise. On s’oppose donc à ce que le RDC soit membre de l’EAC.” Et de poursuivre en critiquant “l’accord de Nairobi” qui a donné naissance à cette force régionale qui doit prochainement intervenir en RDC pour chasser les groupes rebelles et ramener enfin la paix dans cette région de l’Est plongée dans une guerre cyclique qui a fait des millions

de morts et de déplacés depuis plus d’un quart de siècle.

“L’humiliation de l’armée congolaise”

“Cet accord est imbuvable. Comment un Congolais peut-il signer un tel document? Le pouvoir congolais martèle que le Rwanda nous a agressés, mais cet accord n’en dit rien. La RDC dit que le M23 est un groupe terroriste, on ne retrouve rien dans le texte. Par ailleurs, dans cet accord, la RDC reconnaît une fois de plus qu’il faut réintégrer les forces négatives dans notre armée. Plus grave encore, le pays cadre est le Congo, mais dans l’accord de Nairobi ce n’est pas le pays cadre qui commande, c’est le Kenya. Cela signifie notamment que les ordres seront donnés en anglais et, surtout, ça implique que les généraux congolais vont être dirigés par un militaire kényan sur la terre de leurs ancêtres... C’est une humiliation de notre armée. Cet accord humilie notre armée et le peuple congolais.”

Et le candidat déclaré à la présidence, casquette enfoncée sur le crâne, n’a pas de mots assez durs pour juger l’actuel pouvoir. “Cette crise démontre que notre pays a un déficit de leadership. Le retour du M23, c’est l’échec d’un homme et de sa politique régionale. C’est l’échec de M. Tshisekedi, qui n’a pas réussi non plus à réorganiser l’armée”, poursuit Franck Diongo.

La campagne pour le scrutin de fin 2023 est bel et bien lancée...



D.R.

Franck Diongo

Président du Mouvement lumumbiste progressiste